

Été 1937... L'ordre règne en Catalogne...

« CETTE SORDIDE BAGARRE DANS UNE VILLE LOINTAINE A PLUS D'IMPORTANCE QU'IL NE POURRAIT SEMBLER À PREMIÈRE VUE. IL NE SERA JAMAIS POSSIBLE DE DONNER UN COMPTE RENDU DES COMBATS DE BARCELONE ABSOLUMENT EXACT ET IMPARTIAL, PARCE QUE LES DOCUMENTS NÉCESSAIRES FONT DÉFAUT. LES HISTORIENS FUTURS N'AURONT RIEN SUR QUOI S'APPUYER, À PART UNE MASSE D'ÉCRITS DE PROPAGANDE ET D'ATTAQUES PARTISANES. »

Georges Orwell, *Hommage à la Catalogne*

En parallèle d'une série de publications traitant des journées victorieuses de juillet 36 en Espagne, nous revenons sur la défaite du prolétariat en mai 37 à Barcelone et ses conséquences, avec une analyse de Georges Orwell sur cet épisode décisif dans le cours de la révolution espagnole.¹ Au-delà de la redite des événements à laquelle l'auteur procède au début de ce texte, ce qui nous intéresse en premier lieu est la démythification des mensonges découverts dans la presse au sortir des journées de mai. On se souviendra notamment de la description de l'atmosphère qui régnait dans l'Hôtel Continental de Barcelone, où une foule hétéroclite s'était réfugiée durant cette semaine sanglante². Nous en republions un passage, tant la dernière phrase résonne avec justesse, et davantage aujourd'hui...

« À l'intérieur de l'hôtel, dans cette cohue de gens si différents entre eux, et dont la plupart n'avaient pas osé mettre le nez dehors, une abominable atmosphère de suspicion avait grandi. Diverses personnes étaient atteintes de l'idée fixe de l'espionnage et se glissaient dans tous les coins pour vous murmurer à l'oreille que tous les autres étaient des espions, qui des communistes, qui des trotskystes, ou des anarchistes, ou de Dieu sait qui encore.

Le gros agent russe retenait dans les encoignures, l'un après l'autre, tous les réfugiés étrangers pour leur expliquer de façon plausible que tout cela était un complot anarchiste. Je l'observais, non sans intérêt, car c'était la première fois qu'il m'était donné de voir quelqu'un dont le métier était de répandre des mensonges - si l'on fait exception des journalistes, bien entendu. »

CE QUE FURENT LES TROUBLES DE MAI À BARCELONE (première partie)

Si la controverse politique ne vous intéresse pas, non plus que cette foule de partis et sous-partis aux noms embrouillants (à peu près comme ceux des généraux dans une guerre chinoise), alors, je vous en prie, dispensez-vous de lire ce qui va suivre. Cela répugne d'avoir à entrer dans tous les détails de la polémique entre les partis ; c'est comme si l'on plongeait dans un puisard d'aisances. Mais il est nécessaire d'essayer d'établir la vérité, dans toute la mesure du possible. Cette sordide bagarre dans une ville lointaine a plus d'importance qu'il ne pourrait sembler à première vue.



Barcelone. Au bout de la Rambla...

Il ne sera jamais possible de donner un compte rendu des combats de Barcelone absolument exact et impartial, parce que les documents nécessaires font défaut. Les historiens futurs n'auront rien sur quoi s'appuyer, à part une masse d'écrits de propagande et d'attaques partisans³. J'ai moi-même peu de données, en dehors de ce que j'ai vu de mes propres yeux et de ce que m'ont appris d'autres témoins oculaires que je crois dignes de foi. Il m'est cependant possible de réfuter quelques-uns des mensonges les plus flagrants et d'aider à tirer les choses au clair.



... la Place de Catalogne, au milieu de laquelle trône, en blanc, le bâtiment du Central téléphonique.

Premièrement, que se passa-t-il réellement ?

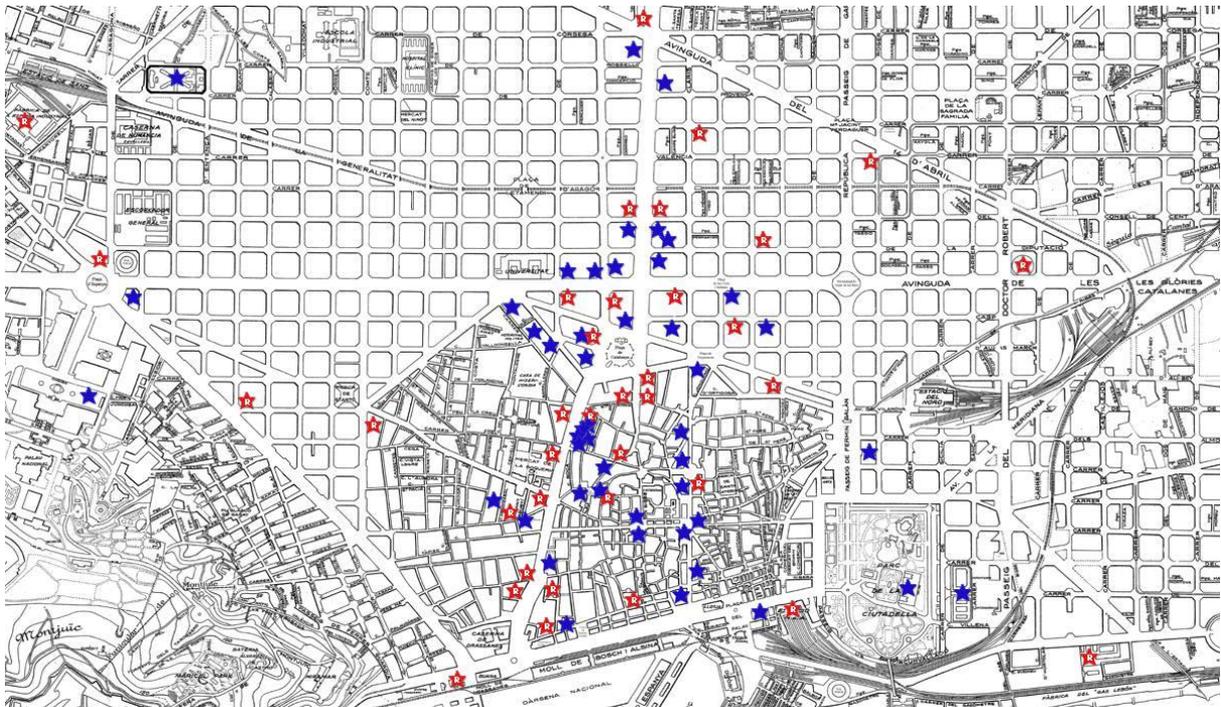
Depuis un certain temps déjà la situation était tendue dans toute la Catalogne. J'ai renseigné le lecteur (dans l'Appendice I) sur le conflit entre les communistes et les anarchistes. Aux environs de mai 1937 les choses en étaient arrivées au point qu'une issue violente paraissait inévitable. La cause directe de la friction fut l'ordre donné par le gouvernement de rendre toutes les armes privées, dans le temps même où il décidait la création d'une force de police « non politique » et puissamment armée, dont devaient être exclus les membres des syndicats⁴. Tout le monde comprit clairement la signification de telles mesures et que, de toute évidence, le prochain coup consisterait à prendre possession de quelques-unes des industries de base contrôlées par la C.N.T. Ajoutez à cela le ressentiment accumulé dans la classe ouvrière du fait du contraste croissant de richesse et de pauvreté, et le vague sentiment général que la révolution avait été sabotée. Beaucoup de gens furent agréablement surpris que le 1er mai se fût passé sans émeutes⁵. Le 3 mai, le gouvernement décida de prendre possession du Central téléphonique dont le

fonctionnement avait été assuré depuis le début de la guerre principalement par des travailleurs membres de la C.N.T. ; on alléguait qu'il marchait mal et que des communications officielles étaient interceptées⁶. Salas, le chef de la police (en cela dépassa-t-il ou non ses instructions ?) envoya trois camions de gardes civils armés saisir le Central, tandis que des policiers également armés, mais en civil, faisaient dégager les rues avoisinantes. À peu près à la même heure, des détachements de gardes civils s'emparèrent d'autres immeubles situés en des points stratégiques. Quelle qu'ait pu être l'intention véritable, tout le monde crut que c'était là le signal d'une attaque générale de la C.N.T. par les gardes civils et le P.S.U.C. (communistes⁷ et socialistes). Le bruit courut dans toute la ville qu'on attaquait les locaux de la classe ouvrière, des anarchistes armés descendirent dans la rue, le travail s'arrêta et la lutte s'engagea immédiatement. Cette nuit-là et le lendemain matin l'on construisit par toute la ville des barricades, et la lutte se poursuivit sans trêve jusqu'au matin du 6 mai. Toutefois ce fut une lutte, de part et d'autre, surtout défensive. Des locaux furent assiégés, mais, autant que je sache, aucun ne fut pris d'assaut et l'on n'employa pas d'artillerie. En gros, les forces de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. tenaient les faubourgs ouvriers tandis que les forces de police armées et le P.S.U.C. tenaient la partie centrale et résidentielle de la ville. Le 6 mai il y eut un armistice, mais on ne tarda pas à reprendre la lutte, probablement à cause des tentatives prématurées de gardes civils pour désarmer les ouvriers de la C.N.T. Le lendemain matin, cependant, les gens commencèrent à quitter les barricades de leur propre mouvement. À peu près jusqu'à la nuit du 5 mai, la C.N.T. avait eu le dessus et un grand nombre de gardes civils s'étaient rendus. Mais il n'y avait ni direction générale acceptée, ni plan bien déterminé – à la vérité, autant qu'on en pouvait juger, pas de plan du tout, seulement une vague résolution de résistance aux gardes civils. Les leaders officiels de la C.N.T. se joignirent à ceux de l'U.G.T. pour demander instamment à tout le monde de reprendre le travail⁸ ; une chose primait tout : les vivres allaient manquer. Dans de telles conditions, personne n'était suffisamment sûr de l'issue pour continuer la lutte. Dans l'après-midi du 7 mai la situation était presque normale. Ce soir-là, six mille gardes d'assaut, envoyés par mer de Valence, arrivèrent pour réprimer le soulèvement⁹. Le gouvernement donna l'ordre de rendre toutes les armes, à l'exception de celles détenues par les forces régulières, et durant les quelques jours suivants un grand nombre d'armes furent saisies. D'après l'évaluation officielle, il y aurait eu au cours des combats quatre cents morts et un millier de blessés. Quatre cents morts, c'est peut-être une exagération, mais, comme il n'y a pas moyen de vérifier, il faut bien accepter ce nombre pour exact¹⁰.

Deuxièmement, quelles furent les conséquences des troubles ?

Évidemment, il est impossible de rien avancer avec certitude à ce sujet. Aucune preuve n'existe que les troubles eurent un effet direct sur le cours de la guerre, mais, se fussent-ils prolongés seulement quelques jours de plus, ils n'auraient pu manquer d'en avoir. Ils servirent de prétexte à placer la Catalogne sous l'autorité directe de Valence, à hâter la dissolution des milices et à supprimer le P.O.U.M., et indubitablement ils ont été aussi pour quelque chose dans le renversement du ministère Caballero. Toutefois nous pouvons être assurés que tout cela aurait eu

lieu de toute manière. La question réelle est de savoir si les travailleurs de la C.N.T. qui descendirent dans la rue ont gagné ou perdu à résister en cette circonstance. Ce n'est de ma part que simple conjecture, mais je pense qu'ils ont gagné plus qu'ils n'ont perdu. La saisie du Central téléphonique ne fut qu'un épisode dans tout un processus. Depuis l'année précédente on avait manœuvré pour retirer graduellement aux syndicats leur pouvoir direct, et un mouvement continu de transfert se poursuivait pour passer du contrôle de la classe ouvrière à un contrôle centralisé conduisant à un capitalisme d'État, ou, chose possible, à une réintroduction du capitalisme privé. Le fait qu'il y ait eu alors résistance a probablement ralenti l'évolution. Un an après le déclenchement de la guerre les ouvriers de Catalogne avaient perdu une grande partie de leur pouvoir, mais ils étaient encore dans une situation relativement favorable. Elle eût pu l'être moins, s'ils s'étaient montrés disposés à subir passivement toute espèce de provocation. Il est des cas où il vaut mieux être vaincu après avoir lutté que de ne pas lutter du tout.



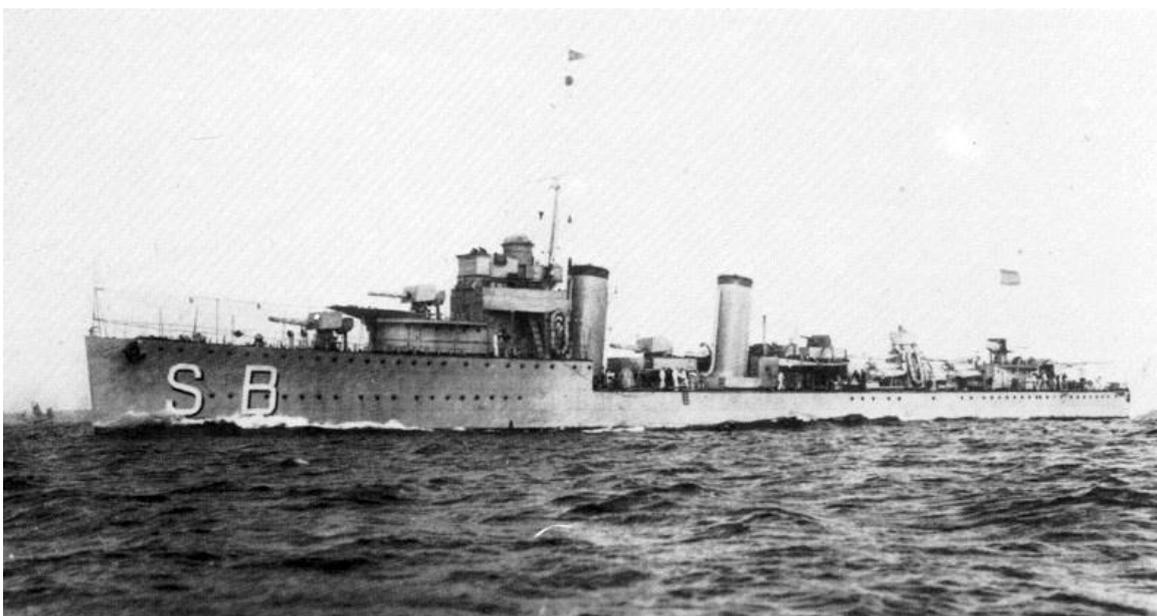
Plan de la partie centrale de la ville¹ : les étoiles rouges représentent les positions des militants anarchistes et poumistes...

En bleu, les forces républicaines : gardes d'assaut, gardes civiles, membres du PSUC.

Troisièmement, quel dessein – à supposer qu'il y en eût un – cachait cette émeute ? S'est-il agi d'une sorte de coup d'État ou de tentative révolutionnaire ? Et le but était-il précisément de renverser le gouvernement ? Et cela fut-il concerté d'avance ?

À mon avis, la lutte fut concertée d'avance en ce sens seulement que tout le monde s'attendait à ce qu'il y en eût une. Mais rien ne montra qu'il y eût un plan arrêté, ni

d'un côté ni de l'autre. Du côté des anarchistes, presque certainement l'action fut spontanée, car elle fut l'affaire surtout des simples membres. Les gens du peuple descendirent dans la rue et leurs leaders politiques suivirent à contrecœur, ou ne suivirent pas du tout. Les seuls même à parler en révolutionnaires, ce furent les Amis de Durruti, petit groupement extrémiste faisant partie de la F.A.I., et le P.O.U.M. Mais je le répète, ils ne faisaient que suivre, ils ne menaient pas. Les Amis de Durruti diffusèrent une sorte de tract révolutionnaire¹², mais seulement le 5 mai ; on ne peut donc prétendre que ce tract fut à l'origine des troubles, qui s'étaient déclenchés d'eux-mêmes deux jours auparavant. Les leaders officiels de la C.N.T. désavouèrent dès le début toute l'affaire. Il y avait à cela bien des raisons. D'abord, du fait que la C.N.T. était toujours représentée dans le gouvernement et dans la Généralité¹³, on pouvait être sûr que ses leaders se montreraient plus conservateurs que leurs partisans. En second lieu, le but principal des leaders de la C.N.T. était de parvenir à une alliance avec l'U.G.T. ; or la lutte ne pouvait manquer d'élargir le fossé entre la C.N.T. et l'U.G.T., tout au moins pour un temps. En troisième lieu – mais ceci on ne l'a généralement pas su au moment –, les leaders anarchistes craignirent, si les choses allaient au-delà d'un certain point et si les ouvriers s'emparaient de la ville, comme ils étaient peut-être en mesure de le faire le 5 mai, qu'il se produisît une intervention étrangère. Un croiseur et deux torpilleurs britanniques avaient cerné le port, et sans aucun doute il y avait d'autres navires de guerre non loin. Les journaux anglais révélèrent que ces navires se dirigeaient sur Barcelone « pour protéger les intérêts britanniques », mais en fait ils s'abstinrent de faire quoi que ce soit : ils ne débarquèrent pas d'hommes et ne recueillirent à bord aucun réfugié. Il ne peut pas y avoir de certitude à ce sujet, mais il était pour le moins probable, parce que dans la nature des choses, que le gouvernement britannique, qui n'avait pas remué le petit doigt pour sauver de Franco le gouvernement espagnol, ne manquerait pas d'intervenir à temps pour le sauver de sa propre classe ouvrière.



Un des deux¹⁴ destroyers envoyés aux abords de la ville, par le gouvernement de Valence.

Les leaders du P.O.U.M. ne désavouèrent pas la résistance ; en fait ils incitèrent leurs partisans à rester sur les barricades et même donnèrent leur approbation (dans *La Batalla* du 6 mai¹⁵) au tract extrémiste diffusé par les Amis de Durruti. Il demeure une grande incertitude au sujet de ce tract dont aujourd'hui personne ne semble en mesure de produire un exemplaire. Dans certains journaux étrangers on en parla comme d'une « affiche incendiaire » dont tous les murs de la ville furent « tapissés ». Il n'y eut certainement pas d'affiche de ce genre. À force de recoupements j'ai pu déterminer que le tract réclamait : 1) la formation d'un conseil révolutionnaire (junte) ; 2) l'exécution de ceux qui étaient responsables de l'attaque du Central téléphonique ; 3) le désarmement des gardes civils. On ne sait pas non plus très précisément jusqu'à quel point *La Batalla* exprima son accord avec le tract. Personnellement, je n'ai vu ni le tract ni *La Batalla* de ce jour-là. Le seul prospectus que j'aie vu pendant les troubles fut celui qui fut tiré par un tout petit groupement de trotskystes (« bolcheviks-léninistes ») le 4 mai, et qui se bornait à dire : « Tout le monde aux barricades, grève générale dans toutes les industries, sauf dans les industries de guerre »¹⁶. Autrement dit, il réclamait que l'on fît ce que l'on était déjà en train de faire. Mais en réalité les leaders du P.O.U.M. eurent une attitude pleine d'hésitation. Ils n'avaient jamais été pour une insurrection tant que ne serait pas gagnée la guerre contre Franco ; mais d'autre part, les ouvriers étant descendus dans la rue, les leaders du P.O.U.M. adoptèrent, de façon assez pédantesque, la ligne de conduite marxiste qui veut que, lorsque les ouvriers descendent dans la rue, ce soit le devoir des partis révolutionnaires d'être à leurs côtés. De là vient que, tout en lançant des mots d'ordre révolutionnaires, sur « le réveil de l'esprit du 19 juillet », etc., ils firent tout leur possible pour limiter l'action des ouvriers à la défensive. Ils ne donnèrent jamais, par exemple, l'ordre d'attaquer aucun local ; ils commandèrent simplement à leurs partisans de rester vigilants et (comme je l'ai indiqué dans le chapitre IX) d'éviter autant que possible de tirer. *La Batalla* également publia des instructions d'après lesquelles il n'était permis à aucune troupe de quitter le front¹⁷. Autant qu'on en peut juger, je dirai que la responsabilité du P.O.U.M. se borne à avoir engagé tout le monde à rester sur les barricades, et probablement à avoir persuadé un certain nombre de gens d'y rester plus longtemps qu'ils ne l'eussent fait sans cela. Ceux qui furent en contact personnel avec les leaders du P.O.U.M. à cette date (je ne le fus pas moi-même) m'ont dit qu'à la vérité ceux-ci étaient consternés par toute l'affaire, mais qu'ils avaient le sentiment qu'ils devaient y prendre part. Après coup, naturellement, on tira comme toujours parti de tout cela politiquement. Gorkin, l'un des leaders du P.O.U.M., alla même jusqu'à parler, un peu plus tard, des « jours glorieux de mai ». Du point de vue de la propagande, cela a peut-être été une bonne chose ; il est certain que les effectifs du P.O.U.M. s'accrurent durant ce peu de temps qui s'écoula entre les événements de mai et sa suppression. Mais au point de vue tactique, ce fut probablement une erreur d'appuyer le tract des Amis de Durruti, de ce groupement très restreint et normalement hostile au P.O.U.M. Vu la surexcitation générale et tout ce que l'on disait dans l'un et l'autre camp, ce tract ne voulait rien dire de plus, en réalité, que « restez aux barricades » ; mais en semblant l'approuver, tandis que *Solidaridad Obrera*, le journal anarchiste, le désavouait, les

leaders du P.O.U.M. facilitèrent la tâche à la presse communiste pour prétendre par la suite que les troubles avaient été une sorte d'insurrection fomentée uniquement par le P.O.U.M. Toutefois nous pouvons être persuadés que la presse communiste aurait, de toute manière, trouvé moyen de le prétendre. Ce n'était rien en comparaison des accusations qui furent lancées, et avant et après, sur de plus faibles apparences. Les leaders de la C.N.T. ne gagnèrent pas grand-chose par leur attitude plus prudente ; on les loua de leur loyalisme, mais, dès que l'occasion s'en présenta, on les évinça du gouvernement et de la Généralité¹⁸.



Locaux du POUM.

Autant qu'on en peut juger d'après ce que disaient les gens sur le moment, il n'y eut nulle part un véritable dessein révolutionnaire. On trouvait derrière les barricades surtout de simples travailleurs de la C.N.T. et, parmi eux, probablement quelques travailleurs de l'U.G.T. ; et ce qu'ils cherchaient ce n'était pas à renverser le gouvernement, mais à résister à ce qu'ils considéraient, à tort ou à raison, comme une attaque de la police. Ce fut une action essentiellement défensive que la leur et je doute fort qu'on soit en droit de la dépeindre, ainsi que l'ont fait presque tous les journaux étrangers, comme une « insurrection ». Car une « insurrection » implique une action agressive et un plan précis. À plus exactement parler, ce fut une émeute

- une émeute très sanglante parce que dans les deux camps on avait des armes à feu en main et qu'on était disposé à s'en servir.

Mais sur le chapitre des intentions, que faut-il penser de l'autre camp ? S'il ne s'est pas agi d'un coup d'État anarchiste, s'est-il agi peut-être d'un coup d'État communiste - d'un effort concerté pour écraser d'un seul coup le pouvoir de la C.N.T. ?

Je ne le crois pas, bien que certains faits pourraient amener à pareil soupçon. Il est significatif que quelque chose de tout à fait semblable (la saisie du Central téléphonique par la police armée agissant d'après des ordres reçus de Barcelone) se soit produit à Tarragone deux jours plus tard¹⁹. Et à Barcelone le raid sur le Central téléphonique ne fut pas un acte isolé. En différentes parties de la ville des détachements de gardes civils et de membres du P.S.U.C. s'emparèrent de locaux situés en des points stratégiques, sinon exactement juste avant le déclenchement des troubles, en tout cas avec une surprenante promptitude. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que cela s'est passé en Espagne, et non en Angleterre. Barcelone est une ville ayant dans son histoire un long passé de guerres de rues²⁰. En de tels endroits les choses vont vite, les factions sont toutes constituées, chacun connaît la géographie politique locale, et dès que partent les premiers coups de feu les gens sont aussitôt en place presque comme dans des exercices de sauvetage. Probablement les responsables de la saisie du Central téléphonique s'attendaient-ils à des troubles - quoique peut-être pas sur une échelle si vaste - et avaient-ils pris des dispositions pour y faire face. Mais il ne s'ensuit pas qu'ils projetaient une attaque générale contre la C.N.T. Pour deux raisons, je ne crois pas que d'aucun côté on ait fait des préparatifs en vue d'une lutte généralisée :

1) Aucun des deux camps n'avait amené de troupes à Barcelone auparavant. Le combat se livra seulement entre ceux qui étaient déjà précédemment à Barcelone, et surtout entre les civils et la police.

2) Les vivres manquèrent presque immédiatement. Or tous ceux qui ont servi en Espagne savent que l'unique activité de guerre à laquelle les Espagnols excellent réellement est le ravitaillement de leurs troupes. Il est fort improbable que si l'un des adversaires avait envisagé une ou deux semaines de guerre de rues et une grève générale, il n'eût pas auparavant constitué des réserves de vivres.



Le bâtiment du Poliorama, sur le toit duquel Orwell passa la plupart du temps, lors des affrontements à Barcelone.

Venons-en enfin à la question du juste et de l'injuste en cette affaire.

On a fait un terrible raffut dans la presse à l'étranger, mais, comme d'habitude, un seul son de cloche a pu se faire entendre. Si bien que les troubles de Barcelone ont été présentés comme une insurrection des anarchistes et des trotskystes déloyaux qui « poignardaient le gouvernement espagnol dans le dos », et ainsi de suite. Ce qui s'était passé n'était pas tout à fait aussi simple que cela. Il est hors de doute que, lorsque vous êtes en guerre avec votre ennemi mortel, il est préférable de ne pas commencer par vous battre entre vous dans votre propre camp ; mais il convient de ne pas oublier qu'il faut être deux pour une querelle et que les gens ne se mettent pas à construire des barricades sans que l'on se soit livré à leur égard à des actes qu'ils considèrent comme une provocation.

La source des troubles, ce fut l'ordre donné par le gouvernement aux anarchistes de rendre leurs armes. Ce qui, dans la presse anglaise traduit en termes anglais, donna ceci : on avait un extrême besoin d'armes sur le front d'Aragon où l'on ne pouvait pas en envoyer parce que les anarchistes mauvais patriotes les retenaient à l'arrière²¹. Présenter ainsi les choses c'est feindre d'ignorer l'état réel des choses en Espagne. Tout le monde savait que les anarchistes et le P.S.U.C., les uns aussi bien que les autres, amassaient des armes ; et quand les troubles éclatèrent à Barcelone, cela devint encore plus manifeste ; dans l'un et l'autre camp on exhiba des armes

en abondance. Les anarchistes savaient fort bien que même s'ils consentaient, pour leur propre part, à rendre leurs armes, le P.S.U.C., le parti politiquement le plus puissant en Catalogne, n'en conserverait pas moins, lui, les siennes ; et c'est en effet ce qui se passa, lorsque les combats eurent pris fin²². En attendant, dans les rues l'on voyait des quantités d'armes, qui eussent été les bienvenues sur le front d'Aragon, et qui étaient retenues à l'arrière pour les forces de la police « non politique ». Et sous tout cela il y avait l'inconciliable différend entre communistes et anarchistes, qui devait fatalement conduire, tôt ou tard, à quelque conflit. Depuis le début de la guerre le parti communiste espagnol s'était énormément accru en nombre et avait accaparé la majeure partie du pouvoir politique ; de plus, des milliers de communistes étrangers étaient venus en Espagne et bon nombre d'entre eux déclaraient ouvertement leur intention de « liquider » l'anarchisme aussitôt qu'on aurait gagné la guerre contre Franco. Dans de telles circonstances l'on pouvait difficilement s'attendre à ce que les anarchistes rendissent les armes dont ils avaient pris possession dans l'été de 1936.

*Affiche du Comité Exécutif Populaire de Valence²³,
réalisée par le Bureau de Propagande et de Presse*



« LES ARMES DOIVENT ÊTRE AU FRONT ! »

La saisie du Central téléphonique ne fut que l'étincelle qui mit le feu à une bombe qui n'attendait que cela pour exploser. On peut tout juste admettre que les responsables s'imaginèrent peut-être qu'il n'en résulterait pas d'émeute. Companys, le président catalan, aurait déclaré en riant, peu de jours auparavant, que les anarchistes encaisseraient tout²⁴. Mais ce n'était assurément pas un acte sage. Depuis des mois les échauffourées sanglantes entre communistes et anarchistes se succédaient. La Catalogne, et particulièrement Barcelone, était dans

un état de tension qui avait déjà donné lieu à des bagarres dans les rues, à des assassinats, etc. Et voilà que soudain le bruit courut dans toute la ville que des hommes armés étaient en train d'attaquer les locaux dont les ouvriers s'étaient emparés au cours des combats de juillet et à la possession desquels ils attachaient une grande importance sentimentale. Il faut se rappeler que les gardes civils n'étaient pas aimés de la population ouvrière. Depuis des générations la *guardia* avait tout simplement été un apanage du grand propriétaire terrien et du patron ; et les gardes civils étaient doublement haïs parce qu'on soupçonnait, et fort justement, leurs sentiments antifascistes d'être des plus douteux²⁵. Il est probable que ce qui fit descendre le peuple dans la rue dans les premières heures, ce fut une émotion toute semblable à celle qui l'avait poussé à résister aux généraux rebelles au début de la guerre. Bien sûr, on peut soutenir que les travailleurs de la C.N.T. eussent dû remettre le Central téléphonique sans protester. Sur ce sujet l'opinion de chacun dépend de la position prise en face de la question gouvernement centralisé ou contrôle ouvrier ? On pourrait arguer avec plus de pertinence : « Oui, la C.N.T. avait très probablement une excuse. Mais, tout de même, l'on était en guerre et ils n'avaient pas le droit d'entamer une lutte à l'arrière du front. » Là, je suis parfaitement d'accord. Tout désordre intérieur dut probablement aider Franco²⁶. Mais qu'est-ce qui, au fait, déclencha la lutte ? Que le gouvernement ait eu ou non le droit de saisir le Central téléphonique, il n'en reste pas moins vrai, et c'est là l'important, qu'étant donné les circonstances c'était une mesure qui devait fatalement déclencher le conflit. C'était un acte de provocation, un geste qui signifiait en réalité, et qui était vraisemblablement accompli pour signifier : « C'en est fini de votre pouvoir... c'est nous, à présent, qui sommes les maîtres ». Il n'y avait pas de bon sens à s'attendre à autre chose qu'à de la résistance. Si l'on garde un souci d'équité, on ne peut pas ne pas se rendre compte que la faute n'était pas – ne pouvait pas être, dans une affaire de cette sorte – toute du même côté. Si l'on a communément accepté une version des événements qui ne fait état que d'un seul son de cloche, c'est tout simplement que les partis révolutionnaires espagnols n'ont pas pied dans la presse étrangère. Dans la presse anglaise, en particulier, il vous faudrait longtemps chercher avant de découvrir, pour n'importe quelle période de la guerre, quelque allusion favorable aux anarchistes espagnols. Ils ont été systématiquement dénigrés et, je le sais par ma propre expérience, il est presque impossible d'obtenir l'impression d'un écrit pour leur défense.

Georges Orwell, *Hommage à la Catalogne*

¹ L'analyse en question est un retour d'Orwell sur cette semaine durant laquelle il se trouvait à Barcelone. Il revient sur ces événements dans un appendice placé à la fin de son ouvrage *Hommage à la Catalogne*, appendice que nous publierons en trois parties.

² <http://guerredeclasse.fr/2022/06/03/les-journees-de-mai-37-vues-par-george-orwell-2/>

³ À cette remarque, on peut tout de même opposer l'existence du livre de Burnett Bolloten, *La guerre d'Espagne - Révolution et contre-révolution (1934-1939)*. L'auteur a consacré sa vie à cet ouvrage, qui

constitue un travail honnête et, relativement, sans parti pris. Contrairement à bien des œuvres libertaires sur le sujet, la participation de l'anarchisme dans l'écrasement de l'insurrection de mai 37 n'y est pas dissimulé.

⁴ « [...] avec l'appui des conseillers de l'UGT-PSUC et de l'Esquerra, le gouvernement approuva une série de décrets prévoyant la dissolution des diverses forces de l'ordre, y compris les conseils révolutionnaires d'ouvriers et de soldats, et leur réorganisation au sein d'un corps unique de sécurité intérieure dans lequel, bien entendu, les postes de commandement seraient principalement occupés par les officiers de la garde d'assaut et de la garde nationale républicaine dissoutes. »

Burnett Bolloten, *La guerre d'Espagne - Révolution et contre-révolution (1934-1939)*

⁵ Les deux premières publications sur Barcelone 37 rendent bien compte de l'atmosphère de tension en Catalogne, dans les jours qui précèdent les troubles.

<http://guerredeclasse.fr/2022/05/03/85-ans-des-barricades-de-barcelone/>

<http://guerredeclasse.fr/2022/05/10/journees-decisives-pour-le-mouvement-revolutionnaire-du-proletariat-espagnol/>

⁶ « Le [central téléphonique] a été repris en juillet aux insurgés par les hommes de la C.N.T. Depuis, le central, qui appartenait au trust américain American Telegraph and Telephon C°, a été saisi et fonctionne sous la direction d'un Comité U.G.T.-C.N.T. et d'un délégué gouvernemental. Il est gardé par des miliciens de la C.N.T. Il constitue un excellent exemple de ce qu'est la dualité de pouvoirs et de ce qu'il en subsiste puisque la C.N.T. catalane est ainsi à même de contrôler ou d'interrompre à volonté, non seulement les communications ou ordres du gouvernement catalan, mais aussi les communications entre Valence et ses représentants à l'étranger. »

Pierre Broué et Émile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*

⁷ Pour rappel, Orwell désigne systématiquement les staliniens sous l'appellation « communistes ».

⁸ <http://guerredeclasse.fr/2022/06/28/lanarchisme-a-lepreuve-des-faits-de-mai-1937/>

⁹ D'autres versions indiquent que les 5 000 à 6 000 gardes d'assaut arrivèrent par voie terrestre, en passant par des villages aux mains de militants de la CNT qui avaient reçu l'ordre de leur centrale syndicale de ne pas bouger.

¹⁰ Les estimations varient, et vont de 250 à un millier de morts. Notons toutefois, que pour accabler davantage ceux qu'ils ont désigné comme les responsables des troubles, les staliniens ont pu avoir tendance à gonfler le nombre des victimes des journées de mai.

¹¹ La Vieille ville et l'*Eixample* (l'extension).

¹² <http://guerredeclasse.fr/2022/05/24/necessite-dune-junte-revolutionnaire/>

¹³ Voir note n°3 de cet article : <http://guerredeclasse.fr/2022/06/28/lanarchisme-a-lepreuve-des-faits-de-mai-1937/>

¹⁴ Ou l'un des trois, suivant les témoignages différents.

¹⁵ Cela contraste radicalement avec le communiqué du POUM paru dans cette édition du 6 mai de *La Batalla*, tel que rapporté par Bolloten :

« La manœuvre contre-révolutionnaire ayant été déjouée, les ouvriers doivent abandonner la lutte et reprendre le travail aujourd'hui, afin de poursuivre dans l'enthousiasme l'action qui mènera rapidement à la défaite du fascisme. Le POUM ordonne à tous ses militants armés de quitter les barricades et les rues et de retourner au travail, tout en restant vigilants. »

¹⁶ <http://guerredeclasse.fr/2022/06/30/%ef%bf%bcsur-les-fractions-incontrolables-et-leur-intervention-lors-des-journees-de-mai-37/>

¹⁷ Note de Orwell : « Dans un récent numéro, *Inprecor* [journal trotskiste] affirme le contraire : il prétend que La Batalla donna aux troupes du P.O.U.M. l'ordre de quitter le front ! Il est facile d'éclaircir ce point : il n'y a qu'à se reporter à La Batalla de la date en question. »

¹⁸ Voir la partie « Le changement du gouvernement de Valence » dans cette publication : <http://guerredeclasse.fr/2022/05/31/la-situation-en-espagne-apres-les-journees-de-mai/>

¹⁹ Des affrontements entre les militants de base de la CNT-FAI et du POUM d'un côté, et les forces gouvernementales et stalinienne de l'autre, eurent aussi lieu dans des localités des environs de Barcelone : Tarragone, Terrassa, Tortose, Vic...

²⁰ Friedrich Engels dira, dans un texte sur l'insurrection de 1873 en Espagne : « Les ouvriers de Barcelone, la plus grande ville manufacturière d'Espagne, dont l'histoire peut présenter plus de combats de barricades que n'importe quelle autre ville du monde [...] »

²¹ On peut se souvenir du mot d'ordre du gouvernement central, rappelé par Munis : « toutes les armes au front ! ». Également, Orwell relate bien la pénurie d'armes et de munitions, remarqué lors de son passage sur le front d'Aragon.

²² « Dans les quartiers ouvriers on était en train de démolir les barricades, d'une façon assez fragmentaire du reste, car on a autrement plus vite fait de construire une barricade que de remettre en place les pavés. Le P.S.U.C. eut la permission de laisser debout les barricades à l'extérieur de ses locaux, et en fait elles y demeurèrent dressées jusqu'en juin. Les gardes civils occupaient toujours les points stratégiques. On procéda à de grandes saisies d'armes dans les locaux fortifiés de la C.N.T., mais je suis persuadé que beaucoup d'armes échappèrent à la saisie. »

Georges Orwell, le 7 mai 1937, dans *Hommage à la Catalogne*

<http://guerredeclasse.fr/2022/06/17/les-journees-de-mai-37-vues-par-george-orwell-3/>

²³ Ce comité fut constitué le 22 juillet 1936, et rassemblait les partis du Front populaire, ainsi que la CNT et l'UGT. Il fut dissout le 8 janvier 1937, et remplacé par le Conseil Provincial de Valence.

« Le temps n'est plus où Valence était gouvernée par un Comité Ejecutivo Popular pratiquement indépendant du gouvernement central. Ce comité a été officiellement dissous, mais il n'en poursuit pas moins ses activités et apporte sa collaboration au gouvernement sans que cela soulève plus de difficultés qu'ailleurs. »

Franz Borkenau, en janvier 1937, dans *Spanish Cockpit - Rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne (1936 - 1937)*

²⁴ Note de Orwell : « *New Statesman* (14 mai). »

²⁵ Note de Orwell : « Au début de la guerre, les gardes civils s'étaient partout rangés du côté du plus fort. Dans la suite, en plusieurs occasions, à Santander, par exemple, les gardes civils de l'endroit passèrent en masse aux fascistes. »

Agustín Guillamón et Grandizo Munis confirmeront ce « rôle ambivalent », dans leurs témoignages respectifs de l'insurrection du 19 juillet 1936. Si certains gardes civils ont pu se rallier aux prolétaires en juillet 1936, la *guardia civil* n'en reste pas moins essentiellement, comme la garde d'assaut, un organe de répression de l'État.

<http://guerredeclasse.fr/2022/07/19/linsurrection-victorieuse-de-juillet-1936/>

<http://guerredeclasse.fr/2022/07/27/le-19-juillet-1936-g-munis/>

²⁶ Certains articles de BILAN ou de l'Union Communiste pointent, au contraire, une duplicité immanente entre les deux camps, franquistes et républicains, dans un processus qui, derrière la guerre civile, révèle une guerre de classe, au terme de laquelle le prolétariat finit par être écrasé. Ces analyses feront l'objet de futures publications.